

**Faits saillants du FPHN 2022 :
Mardi 12 juillet 2022**

Le FPHN a tenu, au cours de la matinée, un dialogue avec des représentants de la société civile. Douze ENV ont été présentés lors des séances du matin et de l'après-midi.

Vision de la société civile : Ne laisser personne de côté pour une meilleure relance

Liu Zhenmin, Secrétaire général adjoint des Nations Unies en charge des affaires économiques et sociales, a souligné le rôle important de la société civile pour atteindre ceux qui sont le plus en retard, et son rôle précieux dans l'éclairage du Sommet de 2023, soulignant que « nous devons entendre vos diverses voix partout ».

La Coprésidente du mécanisme de coordination du MGoS, Mabel Blanco, Présidente de la 'Fundacion para Estudio e Investigacion de la Mujer', a rappelé l'appréciation que la société civile avait ressentie lors de l'adoption de l'Agenda 2030, soulignant toutefois que les progrès faisaient défaut. Elle a exhorté les gouvernements à prendre des engagements politiques significatifs qui ne laissent personne de côté.

Le Coprésident du mécanisme de coordination du MGoS, Ajay Jha, Directeur du 'Center for Community Economics and Development Consultants Society', Inde, a modéré la session. Entre autres priorités de la société civile, il a souligné : l'amélioration de l'équité en matière de vaccins, la résolution de la crise de la dette et le renforcement de l'action climatique.

Wezzie Chimwala, Chargée du suivi et de l'évaluation, 'Voluntary Services Overseas (VSO)', Malawi, a appelé à une plus grande reconnaissance par le gouvernement de la valeur que les volontaires apportent à la mise en œuvre et à la responsabilité des ODD.

Wali Haider, point focal du Grand Groupe des Agriculteurs au PNUE, a donné la priorité à : l'accès et le contrôle de la terre pour une prospérité plus durable ; et l'agriculture communautaire plutôt que l'agriculture commerciale et industrielle.

Emilia Reyes, Grand Groupe des Femmes, a dénoncé le « profit en cas de catastrophe », qui empêche l'équité en matière de vaccins, et a appelé à une quatrième conférence sur le financement du développement.

S'exprimant en tant que réfugiée de la guerre en Ukraine, Svetlana Slesarenok, Fondatrice et Directrice du 'Black Sea Women's Club', Odessa, a souligné que la guerre est directement liée à l'extraction de combustibles fossiles et a exhorté à mettre fin aux investissements publics dans le pétrole et le gaz.

Saad Alfarargi, Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit au développement, a déclaré que le droit au développement est un processus holistique et multipartite, et a souligné la nécessité de réviser la politique fiscale et financière pour répondre aux préoccupations des plus vulnérables, y compris les femmes.

Denison Jayasooria, Groupe parlementaire multipartite de Malaisie sur les ODD, a proposé la création d'un panel de 10 membres sous les auspices de l'ECOSOC sur le statut de l'engagement et de la participation des Organisations de la société civile (OSC).

Les participants ont exprimé leur inquiétude face à l'espace réduit pour la société civile et à la répression politique contre les OSC en Biélorussie et en Russie. Ils ont souligné la nécessité : d'améliorer l'éducation ; de mettre fin à la discrimination sur les lieux de travail et à l'égard des personnes âgées ; d'améliorer la transparence économique et de réviser les réglementations fiscales pour lutter contre l'évasion fiscale ; et de promouvoir la collecte de données et d'adopter des solutions axées sur les données.

Les délégués ont évoqué divers efforts visant à inclure la société civile dans les processus nationaux et locaux des ODD.

Ils ont également noté la nécessité de : s'attaquer aux obstacles systémiques à l'égalité tels que le sexisme et la misogynie ; protéger l'espace civique et les défenseurs des droits de l'homme ; combattre la désinformation ; transférer le pouvoir aux enfants, aux communautés et aux organisations locales ; et fournir aux filles une éducation et des informations de qualité sur les droits sexuels et reproductifs.

Examens nationaux volontaires

Présentant le deuxième ENV de la Lettonie, Anita Muižniece, Ministre de l'Éducation et des Sciences, a souligné que le plus grand défi du pays consiste à réduire les inégalités de revenus et à combler l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes. Elle a mis en exergue les progrès en matière de connaissances, de compétences et d'éducation (ODD 4) ; les OSC et engagement des jeunes (ODD 17) ; le financement durable de la biodiversité (ODD 15) ; et le pouvoir transformateur des musées et des bibliothèques pour la durabilité et la paix (ODD 16).

Présentant le troisième ENV des Philippines, Enrique Austria Manalo, Secrétaire aux Affaires étrangères, a souligné l'accent mis par le pays sur l'innovation pour le développement durable. Il a fait état de progrès dans la réalisation des ODD 14 (vie sous l'eau) et 15, avec une augmentation des aires protégées dans les milieux marin et terrestre, mais a déclaré que la pandémie a provoqué un inversement de l'éducation. Il a également souligné les progrès réalisés dans l'engagement du secteur privé.

Jacques Ducrest, Secrétaire d'État et délégué au Conseil fédéral pour le Programme 2030, Suisse, a souligné les efforts visant à numériser et à démocratiser le processus de l'ENV du pays. Il a parlé de la nécessité de nouveaux progrès en matière de consommation et de production durables (CPD) (ODD 12), en particulier en ce qui concerne la consommation d'énergie, et de lutte contre les inégalités (ODD 10), en particulier en ce qui concerne les écarts en matière de rémunération entre les hommes et les femmes et les migrants.

Marisol Merquel, Présidente du Conseil national de coordination des politiques sociales, Argentine, a souligné l'engagement des OSC et le renforcement du système de santé en riposte à la pandémie, et a rendu compte de l'alignement des ODD sur les stratégies nationales pour promouvoir la production et le bien-être humain, et pour éradiquer la pauvreté. Elle a souligné, parmi les défis restants, la répartition des richesses et la lutte contre les inégalités.

George Gyan-Baffour, Président de la Commission nationale de planification du développement, GHANA, a rendu compte du processus inclusif d'élaboration de l'ENV du pays et de la reprise des taux de scolarisation après l'assouplissement des restrictions en temps de pandémie. Il a présenté l'amélioration de la parité entre les genres dans les écoles et les organes décisionnels, ainsi que les efforts fournis en matière de lutte contre la déforestation et contre la pêche illégale, non déclarée et non réglementée. Il a également mis l'accent sur la numérisation et le renforcement des partenariats comme moyen d'assurer l'inclusion sociale et l'égalité, et sur l'amélioration des données.

Répondant aux questions du GHANA, du LIBÉRIA et du Grand Groupe des ONG, Muižniece (Lettonie) a souligné l'accent mis par le pays sur la bonne gouvernance, l'éducation de qualité et le climat ; sa mise en place d'une politique d'alphabétisation numérique pour faire face aux revers de l'éducation pendant la pandémie ; et son expansion de l'accès à l'internet à haut débit et de l'alphabétisation pour combler la fracture numérique nationale.

Répondant aux questions du GUATEMALA, du PAKISTAN, de la SUISSE, du VIETNAM et du GRAND GROUPE DES ENFANTS ET DES JEUNES, Manalo (Philippines) a évoqué les innovations dans les infrastructures de transit ainsi que la surveillance des forêts ; l'expansion des programmes d'apprentissage mixtes ; le lancement de 'SDG Watch' pour

la diffusion en ligne des indicateurs des ODD du pays ; et la promotion d'une approche pangouvernementale pour atteindre les ODD.

Répondant aux questions du GHANA, de la FINLANDE et du Grand Groupe des ONG, Ducrest (Suisse) a parlé de l'accent mis par le pays sur la lutte pour la CPD, a souligné les mesures visant à lutter contre les effets d'entraînement négatifs liés à la CPD en opérationnalisant les indicateurs de l'OCDE et d'EUROSTAT, et a partagé la stratégie d'engagement des OSC du pays.

Répondant aux questions de l'ESPAGNE et du SALVADOR, Marisol Merquel, Argentine, a parlé de l'accent mis par le pays sur l'implication des collectivités locales dans le processus de l'ENV, a souligné les mesures visant à assurer la sécurité alimentaire des groupes vulnérables, y compris les femmes enceintes, et a attiré l'attention sur diverses interventions de politique publique et d'investissements budgétaires pour atteindre les ODD.

Gyan-Baffour (Ghana), répondant aux questions de la NORVEGE, du DANEMARK, de la LETTONIE, du NIGER et du CANADA, a souligné que la production alimentaire du Ghana n'a pas été affectée par la crise mondiale, mais que le transport des aliments a été entravé en raison de la hausse des prix du carburant. Il a également mis en exergue les stratégies nationales de boisement qui comprennent la plantation de plus d'un million d'arbres et des investissements dans les secteurs de la jeunesse et de l'entrepreneuriat pour créer des emplois.

Présentant le deuxième ENV de la Gambie, Fatou Kinteh, Ministre du Genre, de l'Enfance et de la Protection sociale, a fait état des progrès accomplis dans la réalisation de : l'ODD 4, y compris le développement de la petite enfance et l'accès aux centres d'éducation ; l'ODD 5, à travers la création de son ministère ; l'ODD 14, à travers le contrôle de la pêche illégale, non déclarée et non réglementée, entre autres ; et de l'ODD 17, à travers une augmentation des envois de fonds. Elle a parlé des difficultés rencontrées dans la réalisation de l'ODD 15, lié à la perte du couvert forestier.

Présentant l'ENV du Bélarus, Irina Velichko, Ministère des Affaires étrangères, a déclaré qu'en dépit des sanctions internationales, des progrès ont été observés sur l'ODD 4, y compris une augmentation du perfectionnement numérique, et sur l'ODD 5, avec des femmes impliquées dans la prise de décision. Elle a souligné que le pays promeut la santé de la mer Baltique et de la mer Noire (ODD 14) ; a signalé son rang dans le top 10 des pays les plus boisés d'Europe (ODD 15) ; et a appelé à une coopération internationale (ODD 17) pour assurer la non-pollutisation de la mise en œuvre des ODD.

Présentant l'ENV du pays, Sifiso Gabriel Mamba, économiste en chef, eSwatini, a déclaré que les défis à relever pour atteindre les ODD comprennent : le manque de ressources pour la mise en œuvre et de données pour l'entreprise d'examen annuel ; la baisse de l'aide publique au développement ; un manque d'implication du secteur privé ; le chômage chez les jeunes ; et une absence de plans ODD au niveau régional et au niveau des circonscriptions.

Répondant à la JAMAÏQUE, au Grand Groupe des ENFANTS et des JEUNES, au NIGERIA et au MAROC, Kinteh (Gambie) a mis en exergue les initiatives d'autonomisation des Jeunes, qui incluent l'éducation de base gratuite, l'amélioration de la formation professionnelle et l'accès au financement. Elle a souligné l'accent mis par la Gambie sur l'économie verte et le respect des engagements de l'Accord de Paris.

Répondant à l'UE, au Grand Groupe des FEMMES, à la FÉDÉRATION DE RUSSIE, aux PHILIPPINES, à l'AZERBAÏDJAN et à la POLOGNE, Velichko (Bélarus) a attiré l'attention sur les sanctions et l'« annulation » de la Biélorussie par l'UE dans le système international. Elle a déclaré que le nombre d'ONG n'affecte pas la qualité de la société civile et que les ONG ont été impliquées dans l'élaboration des ENV, « que certaines en étaient heureuses et que d'autres ne l'étaient pas ». Elle a également parlé d'une diminution du nombre de professions interdites aux femmes et de la promotion de l'entrepreneuriat féminin, de la forte proportion de femmes dans les secteurs à bas salaires, qui restent autant de défis à relever.

Répondant au ZIMBABWE et au BOTSWANA, Mamba (eSwatini) a souligné l'augmentation des investissements dans l'éducation et les fonds d'entrepreneuriat des jeunes. Il a fait état des progrès réalisés en matière d'égalité entre les hommes et les femmes, évoquant notamment une nouvelle loi sur la violence domestique et les délits sexuels, des refuges pour les victimes, l'accès direct à la terre pour les femmes et une augmentation de leur représentation au sein du parlement.

Présentant le deuxième ENV de la Grèce, Akis Skertsos, Ministre d'Etat chargé de la coordination des politiques gouvernementales, a parlé du chemin parcouru par la Grèce depuis 2010, après avoir perdu 26 % de son PIB. Il a déclaré que le modèle de gouvernance adopté en 2019 implique un suivi, un examen et une évaluation solides des politiques publiques,

et a lié cela à : la réduction des inégalités de revenus et des taux d'abandon scolaire, et l'augmentation du leadership des femmes et du déploiement des énergies renouvelables.

Présentant l'ENV du Mali, Abdoulaye Diop, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, a souligné les efforts visant, entre autres, à : promouvoir les synergies pour améliorer l'accès et la qualité de l'éducation ; soutenir l'égalité des sexes, notamment en luttant contre la violence sexiste ; et accroître les recettes fiscales en transférant les fonds internationaux.

Présentant le deuxième ENV des Émirats arabes unis (EAU), Abdulla Nasser Lootah, Directeur général du Cabinet du Premier ministre et Vice-président du Comité national sur les ODD, a parlé des investissements des Émirats arabes unis dans l'éducation et dans l'égalité homme-femme, ses émissions nettes zero - d'ici 2050, et un système innovant de suivi des progrès des ODD, ainsi qu'une implication multipartite dans la mise en œuvre des ODD.

En réponse au MAROC, à la BULGARIE, au ROYAUME-UNI, au Grand Groupe des ONG, au LIBAN et à l'ARMÉNIE, Skertsos (Grèce) a mis en exergue le plan national de relance et de résilience du pays et a parlé des efforts visant à accélérer la réponse aux demandes d'asile, et a mis en exergue les petites îles du pays en tant que sites de production d'énergie renouvelable.

Répondant au ROYAUME-UNI, au NIGER, à la GRECE et au Grand Groupe des PEUPLES AUTOCHTONES, Diop (Mali) a souligné la nécessité d'investir davantage dans les systèmes de santé ; a souligné les efforts fournis par le gouvernement pour améliorer la sécurité ; et a mis en exergue l'importance d'une approche fondée sur les droits de l'homme pour atteindre les ODD.

En réponse à SINGAPOUR, au MALI, au COSTA RICA, au ROYAUME-UNI, et au GRAND GROUPE DES ENFANTS ET DES JEUNES, Lootah (EAU) a souligné l'expansion des écoles numériques pour les élèves ayant un accès limité aux écoles physiques hors des EAU ; et à l'intégration des jeunes dans le processus décisionnel, y compris dans les conseils consultatifs.

Présentant l'ENV de l'Erythrée, Sofia Tesfamariam, Représentante permanente de l'Erythrée auprès de l'ONU, a partagé les progrès accomplis vers l'ODD 3 (santé) et vers l'ODD 13 (action pour le climat). Elle a souligné que l'Erythrée a amélioré de nombreux indicateurs de santé, notamment l'espérance de vie, la mortalité infantile, la proximité des établissements de santé et les taux de vaccination. Elle a rendu compte des efforts déployés pour éliminer le paludisme et d'une riposte réussie à la pandémie du COVID-19. Elle a également mis en exergue une campagne participative de boisement et une transition vers les énergies renouvelables, soulignant que les statistiques et les données restent des défis à relever.

Répondant à l'AFRIQUE DU SUD, au Grand Groupe de l'ACADEMIE, à la REPUBLIQUE DOMINICAINE, au SENEGAL, à la TURQUIE, à l'EGYPTE, au PAKISTAN et à l'INDE, Tesfamariam a déclaré que l'ENV s'est concentré sur deux ODD où l'Erythrée a le plus avancé, afin de mieux cerner la portée et de fournir de plus amples détails ; et que la riposte réussie à la COVID était basée sur le fonctionnement continu de l'économie et la distribution de la nourriture et des fournitures essentielles à ceux qui en avaient besoin. Elle a également souligné qu'il n'y a pas de développement sans paix, signalant que les sanctions appliquées ont entravé le financement et le commerce.

Dans les couloirs

Alors que les grands groupes célèbrent leur 30e anniversaire à l'ONU, certains ont noté qu'il était tout à fait approprié que les discussions de mardi matin mettent en lumière le rôle de la société civile dans la réalisation du Programme 2030. Les observateurs ont noté que les grands groupes continuaient de jouer un rôle de prime importance lors de la présentation des ENV, posant des questions percutantes que personne d'autre ne poserait : comment un pays pourrait-il justifier son statut de paradis fiscal ? Comment un autre pourrait-il renforcer sa protection des droits de l'homme ? Une autre réponse serait-elle envisageable aux abus flagrants vis-à-vis des migrants dans leur juridiction ? Toutes ces questions ont mis en évidence la fonction vitale de chien de garde de la société civile pour tenir les gouvernements responsables de leur mise en œuvre des ODD. Néanmoins, certains ont souligné que cette fonction est pleine de défis. Par exemple, une action de la société civile prévue pour souligner la nécessité de mettre fin à la « corporatisation » du Programme 2030 a été annulée à la dernière minute en raison de restrictions sur les manifestations sur le site. Plusieurs interventions ont également souligné la persécution et le meurtre de défenseurs des droits de l'homme et de l'environnement et le rétrécissement des espaces civiques dans de nombreux pays. Malgré les défis, les grands groupes se sont engagés à « persévérer » pour garantir les droits des générations présentes et futures.